

Les discussions sur le projet de loi antiterroriste adopté le 3 octobre ont viré à la caricature. Députés insoumis et LR se sont contentés d'une simple posture politicienne.

PAR ÉRIC DECOUTY



ENTRE "DÉMOCRATURE" ET "LAXISME", UN DÉBAT POUR RIEN

Le débat parlementaire sur un énième projet de loi censé lutter contre le terrorisme n'aura pas grandi la représentation nationale. Alors que la menace djihadiste semble toujours plus forte, comme l'attestent la tragédie de Marseille et l'attentat miraculeusement évité dans le XVI^e arrondissement de Paris, les députés ont offert une image caricaturale de la politique. Les uns, autour de Jean-Luc Mélenchon, accusant le gouvernement d'être « liberticide », les autres, généralement amis de Laurent Wauquiez, le suspectant de vouloir « désarmer » le pays... Un grand écart d'analyse entre les insoumis et une frange des élus LR, plus proches de la posture politicienne que d'une réelle volonté de combattre le terrorisme. Et finalement un antagonisme qui a servi la majorité, la loi étant adoptée, mardi 3 octobre, sans la moindre difficulté.

Au petit jeu des déclarations véhémentes, les amis de Jean-Luc Mélenchon ont été les premiers à entrer en piste et sans verser dans la nuance. Ugo Bernalicis, député LFI du Nord, a d'ailleurs très vite fixé la ligne du parti, considérant que le projet de loi n'était rien d'autre qu'un texte de « démocrature », au motif que « quelqu'un pourrait être mis en cause sur de simples soupçons ». Eric Coquerel, son collègue

DÉSARMEMENT DE LA NATION, telle aura été l'accusation portée par les chantres de la ligne sécuritaire. « Pour la première fois depuis 2015, les outils de protection dont notre pays s'était doté vont régresser », a lancé Eric Ciotti, député LR des Alpes-Maritimes. Ci-dessus, des soldats de l'opération "Sentinelle" devant Notre-Dame de Paris, en juillet.

de Seine-Saint-Denis, a illustré ce propos en expliquant qu'avec cette loi la France serait dans une situation comparable « à celle de l'Ukraine ou de la Turquie parce que ce sont des Etats qui ont transformé un état d'exception en état permanent ». Autrement dit : Macron-Erdogan même combat... Dans ce concert de déclarations d'insoumis, Danièle Obono a naturellement apporté sa voix (lire ci-contre), mais à l'extérieur de l'Assemblée, menant une petite manifestation pour dénoncer un texte « liberticide » ou « une exception héritée de la guerre d'Algérie ».

DIATRIBES ET INVECTIVES

De l'autre côté de l'Hémicycle, les saillies n'ont pas été moins sentencieuses et non moins radicalement opposées. Chantres de la ligne sécuritaire façon Laurent Wauquiez, Eric Ciotti et Guillaume Larrivé se sont partagé les diatribes, à l'Assemblée comme devant les micros. Avec comme mot d'ordre la dénonciation du laxisme gouvernemental qui aurait pour effet immédiat de « désarmer la nation ». « Pour la première fois depuis 2015, les outils de protection dont notre pays s'était doté vont régresser », a ainsi lancé Ciotti, précisant qu'avec cette nouvelle loi « les mesures pour protéger

les Français contre la barbarie islamiste seront plus faibles, elles seront allégées ». Et il fustigeait l'abandon du « contrôle aux frontières alors que les flux migratoires peuvent être des vecteurs de terrorisme ». « C'est une loi de désarmement », a même osé Guillaume Larrivé. Contesté jusque dans son propre camp, la ligne Ciotti-Larrivé, si elle n'a guère pesé sur le projet gouvernemental, a toutefois obtenu un petit succès interne : 84 députés LR s'opposant au texte, neuf s'abstenant et cinq seulement votant pour. Dans ce contexte, Marine Le Pen et ses amis, pourtant adeptes de la caricature, ont eu bien du mal à grossir encore le trait du laxisme gouvernemental. La leader frontiste a donc tout simplement répété son antienne, martelant que la loi antiterroriste n'allait pas assez loin et qu'elle ne s'attaquait pas au fond du problème. « Le terrorisme tire parti de l'immigration : il faut un moratoire sur l'immigration et notamment sur la folle politique des migrants. » Rien que du classique au fond pour le FN.

Finalement, dans ce brouhaha d'invectives et de déclarations tonitruantes, le contenu du texte est passé bien inaperçu, chacun étant convaincu qu'il n'aura de toute façon guère d'effets sur l'islamisme et sur la menace terroriste... ■